



L'immigration : solution au vieillissement ?

2010/66
05 | 09 | 2010



Dans son rapport annuel, le Comité d'étude sur le vieillissement revoit à la baisse les estimations de son coût budgétaire. Ce seraient les « nouvelles » perspectives de population dont l'augmentation des flux migratoires, qui seraient à l'origine de cette réduction du coût du vieillissement. En effet, constatant d'une part que les flux migratoires ont été plus élevés que prévu et, d'autre part, que les taux de fécondités de la population étrangère sont supérieurs à ceux de la population belge, le Comité conclut à une diminution arithmétique du coût du vieillissement dès lors que la part relative des personnes âgées aura diminué dans la population.

Il est possible de percevoir les effets de l'immigration sur le marché du travail ainsi que sur la population du pays d'accueil de deux manières diamétralement opposées. La vision la plus négative insiste sur la détérioration du bien être des populations nationales à travers l'augmentation de la concurrence sur le marché du travail et du logement, réduisant les salaires et la qualité de vie des autochtones. En « prenant » les emplois des nationaux, les immigrants pousseraient le chômage à la hausse. Sans le dire, cette vision suggère que le nombre d'emplois et de logements disponibles dans le pays est une donnée finie, ce qui engendre plus de concurrence pour un nombre limité de places.

En réalité, le nombre d'emplois n'est pas limité. Lorsqu'il y a plus de travailleurs, le nombre d'emplois augmente. En particulier, il n'a pas été démontré qu'une augmentation du nombre de travailleurs étrangers soit associée à une augmentation du chômage des travailleurs nationaux. C'est pourquoi les économistes ont une vision beaucoup moins négative de l'immigration, qu'ils perçoivent souvent comme une source d'opportunités, plutôt que comme un fardeau. Sur le marché du travail, l'immigration des travailleurs les moins qualifiés peut satisfaire une demande de travail qui ne parvient pas à trouver des travailleurs nationaux pour certaines tâches, parce qu'elles sont pénibles, pas suffisamment rémunérées ou socialement dévalorisées. Certains migrants qui disposent de compétences spécifiques peuvent aussi compenser un

manque de ces compétences au sein de la population nationale (comme dans le secteur de la construction, par exemple). Enfin, l'immigration des travailleurs les plus qualifiés peut contribuer à créer de l'emploi à travers, notamment, la création d'entreprises profitables pour lesquelles de la main d'œuvre est nécessaire.

Ce portrait peut sembler idyllique, ne nous y trompons pas. En Belgique, le taux de chômage de la population étrangère est deux fois et demie supérieur à la moyenne, ce qui représente la plus mauvaise performance des pays de l'OCDE (si on excepte la Norvège où la situation n'est pas comparable puisque le taux de chômage n'y est que de 3%). Seuls 26% des migrants sont hautement qualifiés alors que 50% sont peu qualifiés. Or, à l'instar des diplômés nationaux, ce sont les plus qualifiés qui génèrent les externalités positives les plus importantes pour la société. Enfin, 20% à 25% des immigrés occupent des emplois pour lesquels ils sont surqualifiés. Cela signifie qu'en plus d'avoir une immigration peu qualifiée et caractérisée par un risque de chômage élevé, ceux qui ont un emploi sont sous-utilisés et sous payés.

La politique d'immigration belge manque de cohérence et de lisibilité, si bien qu'elle ne semble pas en mesure de répondre aux besoins spécifiques et parfois pressants de notre économie. Sans la mise en place de politiques volontaristes pour attirer et intégrer les migrants dont nous avons le plus besoin (les plus qualifiés), ils choisiront des destinations qui mettent en place de tels mécanismes et où ils se sentent les bienvenus.

Le taux de fécondité de la population immigrée dépasse de 40% celui des nationaux. Malheureusement, l'incapacité du marché du travail à intégrer efficacement ses immigrés couplé au filtre puissant du système éducatifs (via les choix d'orientations, des écoles, etc.) explique en partie les faibles performances de leurs enfants dans les études et, par la suite, sur le marché du travail. Si l'on ajoute à cela les phénomènes de ghettoïsation (sur base de l'origine nationale, des moyens financiers plus limités et d'un manque d'intégration), le plus inquiétant est que non seulement la Belgique ne profite pas pleinement des opportunités que lui offre son immigration, mais en plus, ces faibles performances ne s'atténuent pas d'une génération à l'autre, au contraire...

En résumé, l'immigration peut participer à la réduction des coûts du vieillissement de la population mais penser qu'une simple augmentation du nombre de migrant sera seule capable de réduire arithmétiquement les coûts du vieillissement est une erreur. Ce ne sera le cas que si la Belgique prend les mesures qui lui permettront de profiter pleinement des effets positifs de l'immigration tout en réduisant ses coûts. Il faudra veiller à mettre en place des mécanismes pour attirer plus de migrants hautement qualifiés, améliorer significativement l'accueil de l'ensemble des migrants et renforcer les mécanismes pour intégrer de manière juste leurs enfants dans le système éducatif.

Quentin DAVID, Visiting Fellow à Itinera Institute et Université du Luxembourg

Pour une croissance économique
et une protection sociale durables